



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Conclave sur les retraites

Question au Gouvernement n° 816

Texte de la question

CONCLAVE SUR LES RETRAITES

Mme la présidente . La parole est à M. Damien Maudet.

M. Damien Maudet . Monsieur le premier ministre, en 2023, alors que les Français s'appauvrissaient, la Macronie, que vous soutenez, passait en force, sans vote, pour leur voler deux années de vie.

Vous avez voulu faire croire aux Français qu'ils étaient responsables d'un déficit, alors que, s'il existe, c'est bien parce que vous l'avez creusé avec vos cadeaux accordés aux plus riches. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Contre la réforme des retraites, les travailleurs se sont mobilisés par millions : vous les avez écrasés. Sans vote, sans légitimité. (*Mêmes mouvements.*) Tous les syndicats de travailleurs refusaient votre réforme : vous les avez ignorés. Sans vote, sans légitimité.

Les Français, eux, ont voté et ont fait gagner le Nouveau Front populaire, pour supprimer la réforme des retraites. Mais le président vous a placé là, et vous êtes ici, devant nous, sans légitimité.

L'Assemblée nationale a voté une résolution le mois dernier contre la réforme des retraites, et vous l'avez encore balayée, toujours sans légitimité. (*Mêmes mouvements.*)

Votre réforme des retraites, c'est une rupture. Une rupture entre les ouvriers, les employés, qui, pendant le covid, de Limoges à Paris, ont tenu le pays, et ceux qui, depuis leurs villas, voyaient leur fortune augmenter (*Mêmes mouvements*) ; une rupture entre ceux qui subissent l'inflation et les très riches, qui bénéficient de vos baisses d'impôts et de cotisations ; une rupture entre ceux qui essaient de vivre de leur travail et ceux qui vivent des dividendes et de leur patrimoine ; une rupture dans laquelle vous avez choisi votre camp : le camp de ceux qui ont doublé leur fortune depuis 2017, protégés par des politiques en fin de carrière, dans un gouvernement de millionnaires soutenu par l'extrême droite, et qui sont prêts à tout pour garder leur ministère. (*Mêmes mouvements.*)

Il y a 117 jours, vous avez promis au Parlement qu'il voterait enfin sur la réforme des retraites (*Mêmes mouvements*) mais, 117 jours après, sans surprise, toujours rien. Ce sont 117 jours où vous avez donc tenu sur un mensonge ! Ce sont 117 jours de trop !

Monsieur le premier ministre, partez par vous-même, mettez votre réforme des retraites dans vos cartons, ou nous vous censurerons ! (*Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent. – Mme Cyrielle Chatelain et M. Benjamin Lucas-Lundy applaudissent également.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre chargée du travail et de l'emploi.

Mme Astrid Panosyan-Bouvet, *ministre chargée du travail et de l'emploi* . Je souhaite d'abord saluer le travail mené, ces quatre derniers mois, par les partenaires sociaux, dans le cadre de la délégation paritaire permanente animée par Jean-Jacques Marette, dont la valeur est unanimement reconnue.

Ce format de discussion inédit permet d'aborder, dans un climat très constructif, des sujets longtemps restés en dehors du débat public. Je pense par exemple à la pension des femmes, à l'usure professionnelle et, bien évidemment, à la soutenabilité financière, pour les générations à venir, de notre régime, dont la Cour des comptes a rappelé que le déficit inquiétant atteindrait 7 milliards en 2030. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem.*)

Ce n'est jamais un échec que de dialoguer et de poursuivre le dialogue. Le dialogue social est une richesse démocratique. (*Mme Marie Mesmeur s'exclame.*)

M. Éric Coquerel . Vous êtes passés en force !

Mme Astrid Panosyan-Bouvet, *ministre* . Il permet de mieux comprendre les attentes, les divergences, les nuances mais aussi les points de convergence, et ces points de convergence sont nombreux. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Ce sont les femmes, c'est la question également de l'effort partagé ou de l'âge de départ, autant de points sur lesquels les échanges ont été approfondis pour rapprocher les positions.

Hier soir cependant, les partenaires sociaux ne sont pas encore parvenus à un accord. C'est d'autant plus une occasion manquée que nous étions tout près, que vous le vouliez ou non, d'un compromis. C'est pourquoi le premier ministre a, dans une démarche volontariste, décidé d'inviter, ce matin et ce soir, les organisations syndicales et patronales à échanger avec lui.

Nous restons en effet persuadés qu'il existe des points de convergence à approfondir et qu'il existe une voie de passage.

Mme Marie Mesmeur . L'abrogation est la seule voie !

Mme Astrid Panosyan-Bouvet, *ministre* . Notre responsabilité collective et de les explorer jusqu'au bout. Il n'est question ni d'intérêts politiques ni d'intérêts partisans mais de l'intérêt du pays, des travailleurs, des retraités et des entreprises de ce pays (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme la présidente . La parole est à M. Damien Maudet.

M. Damien Maudet . Si vous aimez le dialogue, laissez-nous voter ! Car, s'il existe un consensus dans le pays, c'est bien sur le rejet de cette réforme. Sans cela, ce sera la censure pour votre gouvernement ! (*Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*)

Données clés

Auteur : [M. Damien Maudet](#)

Circonscription : Haute-Vienne (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 816

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail et emploi

Ministère attributaire : Travail et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 juin 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 juin 2025